

IRAK

L'armée irakienne réalise une percée dans des quartiers de Mossoul

L'armée irakienne a réalisé une percée dans quatre quartiers de Mossoul au terme d'affrontements violents avec des éléments du groupe terroriste Daesh dimanche dans le Nord-Ouest des territoires occupés par le groupe terroriste dans l'Ouest de Mossoul, a déclaré l'armée irakienne.

Les forces spéciales du Service de lutte antiterroriste ont réalisé une percée à l'aube dans les quartiers d'Al-Uraybi et Rifai, où elles ont réussi à transpercer les lignes défensives de Daesh avant d'engager des combats dans les rues, a indiqué dans un communiqué le Commandement des opérations conjointes, cité par l'agence chinoise Chine Nouvelle qui a précisé que les affrontements se poursuivaient.

Parallèlement, la 9^e division blindée de l'armée et les forces d'élite de la police fédérale (la «Riposte rapide») ont poursuivi

leur avancée dans le quartier d'Al-Iqtisadiyn ainsi que dans la partie sud du quartier du 17 juillet, qui est l'une des places fortes de l'EI à Mossoul, selon la même source.

Le 4 mai, l'armée irakienne et les forces spéciales de la Riposte rapide ont lancé une offensive depuis le nord-ouest de Mossoul vers les quartiers de Mushairfah, Kanisah et Harmat.

Cette nouvelle poussée venait en appui aux forces spéciales du Service antiterroriste et à la police fédérale, qui progressent lentement dans la partie sud-ouest



Offensive de l'armée depuis le nord-ouest de Mossoul.

Photo : DR

de Mossoul face à la forte résistance des terroristes dans les zones densément peuplées du centre-ville, où environ 400 000 habitants seraient encore entre les griffes de Daesh, selon la même source.

Située à 400 km au nord de la

capitale irakienne Baghdad, Mossoul est aux mains de l'EI depuis juin 2014, lorsque l'armée a fui en abandonnant les armes face à l'assaillant terroriste, laissant l'organisation terroriste s'emparer de plusieurs régions du nord et de l'ouest de l'Irak.

MUTINERIES EN CÔTE D'IVOIRE

Une vingtaine de blessés à Bouaké

Une vingtaine de personnes ont été blessées, dont six par balle, dimanche à Bouaké et des habitants frappés à Korhogo (nord), deux grandes villes ivoiriennes toujours contrôlées par des soldats mutins qui ont lancé depuis vendredi un nouveau mouvement de grogne.

Les mutins, qui réclament le versement de reliquats de primes, tiraient dimanche en l'air à Bouaké (centre), deuxième ville du pays, pour empêcher la population de sortir de chez elle. Ils patrouillaient dans les quartiers, passant parfois à tabac des habitants, selon des témoins.

Une femme et cinq hommes ont été atteints par des tirs dimanche et étaient soignés au CHU de Bouaké, a constaté un journaliste de l'AFP.

Une quinzaine d'autres personnes, molestées, ont été légèrement blessées et admises à l'hôpital.

Samedi, des mutins impliqués dans ce mouvement avaient tiré sur deux personnes, à Bouaké et à Korhogo, les blessant gravement.

Dimanche, les mutins ont notamment pris position autour du rond-point de la préfecture de police dans le centre-ville de Bouaké, et ont tiré en l'air pour empêcher la tenue d'un rassemblement de protestation contre

leurs actions, a constaté l'AFP.

«Les tirs continuent. Les mutins empêchent les gens de sortir», a confié un habitant sous couvert d'anonymat.

Les mutins ont en outre attaqué le siège du Rassemblement des Républicains (RDR, parti du président ivoirien Alassane Ouattara).

«Tous ceux qui étaient présents ont été copieusement tabassés. Il y a eu de nombreux blessés», a déclaré à l'AFP un responsable du parti, Moriba Touré.

«Ils (les mutins) s'attaquent désormais à tout ce qui ressemble de près ou de loin au parti. Nous évitons même de porter des habits à l'effigie du président», a confié Salif Koné, un militant du parti.

A Korhogo (nord), quatrième ville du pays, une situation similaire prévalait. Des habitants ont tenté de manifester mais ont été dispersés par les mutins qui ont tiré en l'air et frappé plusieurs personnes blessant au moins

l'une d'entre elles, a constaté un journaliste de l'AFP.

Dimanche à Bouaké, les mutins contrôlaient toujours les corridors Nord et Sud situés sur le principal axe routier du pays qui relie la capitale économique Abidjan au nord du pays.

La circulation sur cet axe routier stratégique restait difficile : après avoir bloqué la circulation samedi, les mutins rançonnaient dimanche tous les véhicules.

La veille, des négociations avec le commandement militaire de Bouaké ont échoué. Samedi, l'un des mutins avait lancé à l'AFP qu'ils étaient «prêts à en découdre» avec l'armée loyaliste si elle intervenait.

Vendredi, un important dispositif loyaliste avait été déployé à Abidjan, obligeant les mutins d'Abidjan à se retrancher. Mais aucun mouvement d'ampleur de militaires loyalistes n'a été détecté aux abords de Bouaké dimanche.

Une large partie de ces rebelles — qui ont soutenu le président Alassane Ouattara lors de la crise de 2010-2011 contre l'ex-président Laurent Gbagbo qui refusait de reconnaître sa défaite électorale —, a ensuite été intégrée à l'armée. C'est ce contingent de 8 400 hommes qui a lancé la mutinerie de janvier.

Ancienne «capitale» de la rébellion ivoirienne, qui contrôla la moitié nord du pays entre 2002 et 2011, Bouaké a été l'épicentre du mouvement des mutineries en janvier.

Les mutins qui ont lancé ce nouveau mouvement de grogne réclament les reliquats des primes promises par le gouvernement après ces mutineries de janvier qui ont ébranlé le pays.

A l'époque, ils avaient réclaté 12 millions de francs CFA de primes (18 000 euros) pour chacun d'eux (des sommes importantes pour le pays), et obtenu le versement dès janvier de 5 millions (7 500 euros). On leur avait promis les 7 millions restants par tranche à partir de ce mois de mai.

Jeudi, un représentant de soldats avait annoncé renoncer aux revendications financières, lors d'une cérémonie en présence du président Ouattara et d'autres soldats, qui se voulait visiblement un point final à la protestation des forces de sécurité.

Mais cette cérémonie a finalement déclenché un nouveau mouvement d'humeur, alors que ce pays d'Afrique de l'Ouest est durement touché par l'effondrement des cours du cacao, vital pour son économie et dont il est le premier producteur mondial.

SELON LE CICR

Le choléra a fait 115 morts en 2 semaines au Yémen

Le choléra a fait en deux semaines 115 morts au Yémen où 8.500 cas suspects ont été recensés alors que ce pays est déchiré par la guerre, a annoncé hier un responsable du Comité international de la Croix-Rouge (CICR).

«Nous sommes maintenant confrontés à une grave crise de choléra», a déclaré Dominik Stillhart, directeur des opérations du CICR lors d'une conférence de presse dans la capitale Sanaâ.

Citant un bilan du ministère yéménite de la Santé, il a ajouté que 115 personnes étaient mortes du choléra entre le 27 avril et le 13 mai.

Durant la même période, plus de 8 500 cas suspects ont été recensés dans 14 provinces du Yémen, a-t-il encore dit.

Jeudi, le Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU avait confirmé 58 cas de choléra et fait état de 2 301 cas suspects dans dix provinces.

M. Stillhart a indiqué que les centres hospitaliers, toujours opérationnels au Yémen malgré la guerre, étaient débordés par un afflux massif de malades présentant des symptômes du choléra.

«Il y a jusqu'à quatre patients atteints de choléra dans un seul lit», a-t-il déploré. Et d'ajouter : Certains patients restent dans le jardin ou même dans des voitures avec leurs équipements de perfusion intraveineuse pendant de la fenêtre» du véhicule.

En 2016, le Yémen avait déjà été touché par le choléra, la situation sanitaire s'étant nettement dégradée en raison de la guerre qui ravage ce pays pauvre de la Péninsule arabique.

L'OMS classe désormais le Yémen comme l'une des plus grandes urgences humanitaires de la planète avec la Syrie, le Soudan du Sud, le Nigeria et l'Irak.

La guerre au Yémen oppose les forces loyales au président Abd Rabbo Mansour Hadi, soutenues par une coalition militaire arabe, à des rebelles houthis alliés aux partisans de l'ex-président Ali Abdallah Saleh.

Selon l'OMS, les combats ont fait plus de 8 000 morts et plus de 44 500 blessés depuis mars 2015. Quelque 19 millions de personnes, soit 60% de la population, vivent en situation d'insécurité alimentaire, selon l'ONU.

Le choléra entraîne une diarrhée sévère et une déshydratation parfois mortelle. Il est provoqué par l'absorption d'eau ou de produits alimentaires contaminés par la bactérie vibrio, présente dans les matières fécales.

IRAN

L'ex-Président réformateur Khatami appelle à voter Rohani

L'ex-Président réformateur Mohammad Khatami a appelé dimanche les Iraniens à voter de nouveau pour le Président sortant Hassan Rohani qui se présente pour un second mandat vendredi, dans un message vidéo publié sur son site personnel.

«Le gouvernement de M. Rohani est un gouvernement qui a réussi avec peu de moyens (...) et des attentes énormes. Malgré toutes les restrictions et tous les problèmes, il a rendu d'énormes services au pays, au peuple et à la

révolution», a affirmé M. Khatami.

«Nous votons Rohani pour la liberté de pensée, la logique du dialogue, le respect de la loi et les droits des citoyens», a affirmé encore M. Khatami.

Leader incontesté du mouve-

ment réformateur, M. Khatami avait déjà appelé en 2013 à voter pour M. Rohani. A l'époque, il avait convaincu le candidat réformateur Mohammad Reza Aref de se retirer au profit de M. Rohani.

Es-Hagh Jahanguiri, candidat réformateur et actuel 1^{er} vice-président, devrait également se retirer dans les prochains jours au profit de M. Rohani.

En 2016, M. Khatami avait également joué un rôle important en mettant en ligne une vidéo dans

laquelle il demandait aux électeurs de voter pour la liste des réformateurs aux élections législatives.

«Cette fois-ci, c'est à vous de répéter le vote pour notre cher Rohani pour renforcer l'espoir dans l'avenir» du pays, a-t-il dit encore. M. Khatami a en outre mis en garde les électeurs contre «les slogans trompeurs» des candidats conservateurs, tout en reconnaissant que tous les problèmes n'avaient pas été réglés.

«Le gouvernement a réussi à

contrôler l'inflation et a fait des pas pour mettre fin à la récession économique, beaucoup de problèmes ont été résolus mais nous devons régler ensemble des problèmes encore plus importants», a-t-il encore dit. L'inflation a été ramenée de près de 40% en 2013 à 9,5% mais semble repartir à la hausse. De même, le taux de chômage a augmenté de 10,5% en 2013 à 12,5% aujourd'hui alors que le chômage des jeunes atteint les 27%.